

**L'hon. Maurice Lamontagne (secrétaire d'État):** Monsieur le président, la date qui a été suggérée, et qui a même été fixée, est mardi prochain, à 9 h. 30 du matin, dans la salle 307 de l'édifice de l'Ouest.

[Traduction]

### L'INDUSTRIE

#### PALLIATIFS DE LA PRÉTENDUE PÉNURIE DE L'ACIER

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** J'ai une question à poser au ministre de l'Industrie. En raison de la pénurie croissante d'acier au Canada et de la grave augmentation qui s'ensuit dans le nombre de licenciements dans l'industrie secondaire d'un bout à l'autre du pays, quelles mesures d'urgence le gouvernement prend-il pour atténuer cette pénurie d'acier et prévenir ainsi de nouveaux licenciements dans l'industrie secondaire dépendant de l'approvisionnement en acier?

**L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie):** Au cours des douze derniers mois, la demande d'acier au Canada a connu une augmentation considérable, par suite de la reprise de l'activité économique. En attendant, on a satisfait à cette demande par une augmentation sensible des importations, surtout des États-Unis et d'Europe, ainsi que par un accroissement considérable de la production canadienne. Il est tout probable, je crois, qu'on va remédier à la pénurie et aux retards des livraisons qui ont sévi au cours des douze derniers mois.

**M. Nesbitt:** Si cette pénurie continue et augmente—je comprends qu'il s'agit tant soit peu d'une hypothèse—le ministre songerait-il à recommander à ses collègues que les droits d'importation sur l'acier en provenance de certains pays soient temporairement levés jusqu'à ce que la rareté soit disparue?

**L'hon. M. Drury:** Tout en considérant le fond de cette question comme une hypothèse, il ne me semble pas manifeste qu'une modification, temporaire ou autre, du tarif applicable à l'acier, modifierait considérablement la situation en matière d'approvisionnements.

[Plus tard]

[Français]

**M. Marcel Lessard (Lac-Saint-Jean):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Industrie. Peut-il dire à la Chambre si les autorités du Québec, dans le dessein de réaliser leur projet de SIDBEC, ont fait appel

[M. Blouin.]

aux bons offices du gouvernement fédéral, tant sur les plans technologique et scientifique que monétaire?

**L'hon. M. Drury:** Monsieur l'Orateur, des pourparlers au sujet de SIDBEC ont été échangés entre les fonctionnaires du ministère fédéral de l'Industrie et ceux du ministère provincial. De plus, les autorités fédérales sont toujours prêtes à donner des conseils et à aider tant que cela leur est possible.

### RADIO-CANADA

#### A PROPOS DU RAPPORT DE LA COMMISSION FOWLER

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Depuis trois ou quatre mois, je lui demande, à intervalles réguliers et répétés, ce que la société Radio-Canada a l'intention de faire pour étendre ses services de radio et de télévision en Colombie-Britannique, en vue de desservir la population française de cette province. Or, chaque fois, le secrétaire d'État me répond que la Commission Fowler doit présenter son rapport.

De plus, ce rapport devait être présenté au cours du mois de mai. Nous en sommes maintenant à la mi-juin et nous ne l'avons pas encore. L'honorable secrétaire d'État pourrait-il nous dire, aujourd'hui, quand, définitivement, il aura ce fameux rapport de la Commission Fowler et quand, surtout, les citoyens d'expression française de la Colombie-Britannique recevront le même traitement de la part de Radio-Canada que leurs concitoyens d'expression anglaise de la province de Québec?

**L'hon. Maurice Lamontagne (secrétaire d'État):** Monsieur le président, à cause d'études très complexes, la publication du rapport de la Commission Fowler a été retardée, mais tout récemment, M. Fowler m'a assuré que le rapport serait définitivement publié dès le début de septembre.

Je désire assurer mon honorable ami que dès que nous aurons reçu les recommandations de la Commission Fowler, nous agirons le plus promptement possible.

[Traduction]

**M. Robert Simpson (Churchill):** Puis-je poser une question complémentaire au secrétaire d'État? Étant donné qu'à cette période-ci, l'an dernier, on a indiqué que le rapport de la Commission Fowler serait prêt au début de cette année, et vu qu'on en a retardé la publication en trois ou quatre occasions, le secrétaire d'État voudrait-il songer à demander au gouvernement d'accorder la subven-